

EDITORIAL



Par **Gwendal Rouillard**
Premier secrétaire fédéral

Ideé européenne et utilité pour les citoyens

Depuis plusieurs semaines de campagne, nous constatons ce paradoxe : en pleine crise économique et sociale, les citoyens n'entendent pas se mobiliser pleinement lors des élections européennes du 7 juin.

Nous pouvons le comprendre au regard de l'inaction du Président de la Commission. Pendant que le Président Obama mobilise plus de 800 milliards d'euros, M. Barroso dégage péniblement 5 milliards d'euros en cash (les "300 milliards" correspondent aux plans cumulés des Etats).

Dans un tel contexte, la Droite aurait dû faire de l'Union européenne un levier considérable. Autrement dit, proposer un véritable plan de relance (financé par l'emprunt) centré sur les filières émergentes : économie verte dont énergies renouvelables, alimentation/santé, numérique...

De la même manière, M. Sarkozy aurait dû mener la bataille, pendant la "fameuse" présidence française de l'UE, pour le maintien des quotas dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche. Quelle indécence de voir aujourd'hui Michel Barnier s'émoouvoir de "Bruxelles" !

Comme Jean-Yves Le Drian l'a rappelé mardi dernier à Lorient, la Droite ne conçoit l'idée européenne que sous forme de marché autorégulé. L'Europe politique est regardée comme une menace au point, par exemple, d'aboutir à la fin éventuelle de la politique agricole commune.

Face à cette conception libérale et à minima de l'UE, le PSE et ses candidats proposent de réhabiliter l'idée européenne. En clair, de faire en sorte qu'elle soit utile et efficace pour ses concitoyens et pour sa crédibilité dans le monde.

Pour illustrer, nous proposons une harmonisation sociale par le haut (exemple du salaire minimum), une harmonisation fiscale afin d'éviter le dumping (ex. de l'impôt sur les sociétés) et une directive-cadre sur les services publics (petite enfance, éducation et santé en particulier).

Nous considérons aussi que les régions représentent un facteur majeur de la nouvelle croissance dite « durable ». Elles sont douées d'une capacité de réactivité et d'innovation par rapport aux Etats : c'est tout l'enjeu de la future politique de "cohésion territoriale" (budget 2014/2020).

Au moment où les thèses de la social-démocratie démontrent leur pertinence partout sur la planète (le mot "régulation" est devenu politiquement correct chez les libéraux), c'est un comble de voir l'UMP et le PPE en tête des sondages.

Durant ces dernières heures de campagne, mobilisons encore pour convaincre de l'utilité d'une majorité de Gauche au Parlement européen. Faisons au moins en sorte que, dans l'Ouest et notamment en Bretagne, le Parti socialiste demeure la principale force politique.

7 juin, un seul tour Votons socialiste !

Du 4 au 7 juin, les citoyens des 27 pays membres de l'Union européenne sont appelés à élire leurs députés européens. A l'issue de ce scrutin, nous aurons donc un Parlement renouvelé pour 5 ans et un nouvel équilibre des pouvoirs en Europe. Ce vote va donc déterminer la place du PSE en Europe, c'est pourquoi le vote utile pour la liste socialiste doit peser...



L'appel à mobilisation de Bernadette Vergnaud (voir encadré ci-contre) nous rappelle à nos devoirs de citoyens et de militants. Le 7 juin est une date importante, celle qui va décider pour les 5 prochaines années de la marche de l'Europe.

Cette campagne est placée sous le signe de la démobilisation. Les citoyens ne comprennent pas l'Europe ou ne croient plus en un idéal européen. Notre devoir est encore et encore de mobiliser les électeurs jusqu'au jour de l'élection.

Notre engagement morbihannais est important depuis des semaines. Très tôt, nous avons engagé, avec l'appui de la section de Vannes et de Jean-Paul Meheust, une réflexion sur la meilleure façon de conduire cette dynamique de campagne.

Nous avons ainsi organisé tout un cycle de formation-information de nos militants dans chacune des circonscriptions : 6 réunions

réunissant plus de 15 % des militants sur tout le département.

En parallèle, chaque numéro du *Rappel* depuis janvier consacre sa dernière page aux grandes thématiques de l'Europe, avec un article de cadrage et une interview d'une personnalité bretonne sur le sujet.

Enfin, chaque territoire aura été le lieu de débats avec la population, avec plus de 10 dates de rencontres sur tout le Morbihan et la venue de nos têtes de liste régionales (Bernadette Vergnaud, Stéphane Le Foll et Isabelle Thomas) autour de notre candidature morbihannaise Hélène Brus.

Cette campagne, nous l'avons menée de façon dynamique, au plus près du local, comme cette Europe que nous appelons de nos vœux.

Alors le 7 juin, votons utile, votons Socialiste !

Stéphane Le Guennec
Secrétaire fédéral

Appel au vote socialiste !

Le 7 juin, comme 375 millions d'électeurs, vous êtes appelés aux urnes pour élire vos députés européens. Nous vous encourageons vivement à participer à ce scrutin car le choix que vous ferez déterminera l'orientation des politiques suivies en Europe pour notre avenir et celui nos enfants. Lors de la prochaine législature, Le Parlement européen aura encore plus de pouvoir pour contrer les égoïsmes nationaux et la bureaucratie de la Commission inféodée aux intérêts des Etats et non à ceux des peuples. Il s'agit donc d'une élection majeure.

Dans ce scrutin, pour plus de justice sociale, pour un salaire minimum décent pour tous, pour une loi-cadre de protection des services publics, pour une vraie politique de croissance verte créatrice d'emplois durables non délocalisables (création de 10 millions d'emplois en Europe d'ici 2015), et pour la lutte contre le changement climatique, nous soutenons et appelons à voter pour la liste du Parti socialiste "Changer l'Europe maintenant avec les socialistes" conduite par Bernadette Vergnaud, Députée Européenne sortante de notre circonscription.

Le 7 juin, un seul vote, un seul tour, le vote socialiste pour la liste conduite par Bernadette Vergnaud !

Journée nationale de réflexion sur le thème :

La France après la crise

Samedi 27 juin 2009 - Lorient

Palais des Congrès de 9h00 à 17h00

En présence notamment de :

François Hollande - Député de Corrèze
Jean-Yves Le Drian - Président de la Région Bretagne



Inscription jusqu'au samedi 20 juin sur le site www.changerlagauche.fr
ou à défaut auprès de la Fédération au 02 97 84 84 55

Réunion du BREIS

Dimanche 21 Juin
9h30 à 12h30
Salle du Chapeau Rouge
Quimper

Ordre du jour :
Préparation des élections régionales

Prochaine réunion du Conseil fédéral

Mercredi 10 Juin
19h30
Cité Allende - Lorient

AG extraordinaire du CLub Jean Jaurès

Les adhérents socialistes du Morbihan sont invités à se réunir à l'occasion de l'Assemblée générale extraordinaire de l'association " Club Jean Jaurès", le :

Mercredi 10 Juin
à 20h30
Cité Allende (salle a02)
à Lorient

Vote du 7 juin : infos pratiques

La campagne médiatique sera clôturée le vendredi 5 juin à minuit, mais la distribution de tracts peut se poursuivre jusqu'à samedi 6 juin à minuit.

Le vote du 7 juin se déroulera dans toutes les communes du Morbihan de 8h00 à 18h00. Les résultats seront diffusés à partir de 22h00 pour ne pas influencer les électeurs qui, dans certains pays, sont autorisés à voter jusqu'à 22h00.

Résultats morbihannais : une permanence sera assurée dimanche 7 juin au soir à la Fédération pour recueillir les premiers résultats de 18h à 22h.

Fermeture exceptionnelle de la Fédération

Le déménagement des locaux de la Fédération à Lorient devant intervenir le 30 juin, le siège de la Fédération sera exceptionnellement fermé, en raison des travaux occasionnés dans les nouveaux locaux, durant la période estivale en juillet et août. L'ouverture des nouveaux locaux devrait intervenir en septembre.

Les informations transmises à l'adresse fede56@parti-socialiste.fr seront néanmoins consultées durant le mois de juillet.

Merci de votre compréhension.

ACTUALITES

Retour en images sur la campagne des européennes

Ouverte à l'occasion de la Fête de la Rose du 1^{er} mai dans le Morbihan, la campagne des européennes a mobilisé les militants socialistes pendant plus d'un mois. Une campagne courte, mais qui a permis d'expliquer les enjeux européens et de présenter le projet du PSE aux électeurs. Retour en images...



A gauche, les trois têtes de liste à Pontivy, aux côtés des élus pontivyens et des militants du MJS.

A droite, la réunion publique à la salle Courbet à Lorient le mardi 2 juin a réuni Norbert Métairie, Gwendal Rouillard, Hélène Brus, Isabelle Thomas, Jean-Yves Le Drian et Maria Vadillo.



Le mardi 26 mai, les trois têtes de liste - Bernadette Vergnaud, Stéphane Le Foll et Isabelle Thomas - étaient en campagne dans le Morbihan. En journée, ils sont allés à la rencontre des acteurs du port de pêche de Lorient, puis à Pontivy pour la visite de l'IUT, à Auray pour s'entretenir avec des agriculteurs et conchyliculteurs, pour terminer par une réunion publique à Ploërmel aux côtés de Béatrice Le Marre.



Ci-dessus, les candidats en visite au port de pêche de Keroman et à l'IUT de Pontivy, lors de la journée de déplacement du 26 mai.

Arnaud Montebourg - Secrétaire national à la Rénovation et Député de Saône-et-Loire est venu le 28 mai à Ploërmel pour évoquer la régulation économique en Europe, en présence notamment de Françoise Olivier-Coupeau et Loïc Le Meur.



Retour sur la réunion du Groupe santé du BREIS

Depuis plusieurs mois, un groupe de travail "Santé" a été mis en place, sous l'égide du BREIS, l'union régionale du PS. Le Morbihan accueillait, le samedi 30 mai à Lorient, une nouvelle réunion du groupe, en présence de Maria Vadillo - Conseillère régionale, Présidente de la Commission des solidarités et déléguée à la santé, ainsi que Gildas Dréan - Conseiller régional du Pays de Vannes.

Le projet de loi portant réforme de l'hôpital et relatif aux patients, à la santé et aux territoires (projet HPST), est actuellement en cours de discussion au Sénat. Afin de mieux comprendre les enjeux et les conséquences de cette nouvelle loi, mais aussi d'aider à construire des réponses alternatives crédibles, le groupe Santé constitué sous l'égide du BREIS et rassemblant des militants des 4 fédérations bretonnes a travaillé sur la base de ce projet de loi.

Le travail du groupe BREIS Santé s'est déroulé selon les 3 grandes étapes : analyse critique du texte de la loi HPST, élaboration de propositions pour un positionnement des collectivités territoriales et en particulier du conseil régional dans la perspective de mise en place des dispositions de cette loi et enfin élaboration de propositions pour une politique nationale de santé publique.

Au cours des derniers mois, en particulier à l'occasion d'actualités spécifiques dans ce domaine, plusieurs

prises de position et initiatives indiquent que le Conseil régional de Bretagne s'affirme comme un acteur politique régional sur les thématiques sanitaires et médico-social, cela même s'il n'exerce dans ce champ aucune compétence spécifique.

C'est dans cet état d'esprit, que Maria Vadillo, sollicitée par David Veillard, médecin de santé publique, militant de la Fédération de l'Ille-et-Vilaine, à l'origine de la création du BREIS santé, a souhaité participer à une journée de travail commune le samedi 30 mai à Lorient.

Groupe Breis santé / Conseil régional : quelles perspectives ?

Selon Maria Vadillo, le Conseil régional aurait besoin de l'expertise du groupe qui pourrait être source de propositions de problèmes à traiter politiquement et pas seulement lors d'échéances électorales.

Ainsi, une partie de la journée de travail a été consacrée à la place légitime

me que devraient avoir les élus des collectivités territoriales au sein de la gouvernance des futures ARS (Agences régionales de santé).

Cependant, devant des échéances électorales arrivant à court terme, il a semblé évident à l'ensemble des participants que le groupe BREIS santé devra jouer un rôle dans la mise en place de réflexions thématiques régionales puis nationales. A cet effet, il a été convenu d'auditionner des parlementaires et solliciter le Secrétariat national à se déplacer en Bretagne pour participer à une journée de travail régionale.

Pour conclure cette journée, Maria Vadillo a souhaité que les propositions du groupe soient évoquées lors du prochain BREIS du 21 juin afin de fixer des axes de travail possibles avec le conseil régional.

Elisabeth Pedrono
Secrétaire fédérale à la Santé
Pontivy

Session spéciale face à la crise

Face à la crise qui touche de plein fouet l'économie régionale, la Région a choisi d'agir de manière volontariste. Economie, formation, innovation... : au total, elle mobilise 43 millions d'euros supplémentaires dans ses différents champs de compétence. Réunis en session extraordinaire le lundi 25 mai, les élus régionaux ont arrêté un ensemble de mesures pour aider la Bretagne à sortir de la crise. Lire le dossier complet sur www.bretagne.fr



Selon Jean-Yves Le Drian, président du Conseil régional, la crise économique est aujourd'hui "entrée totale-

ment dans l'économie réelle et dans les réalités quotidiennes de nos concitoyens". A la fin du mois de janvier, la Bretagne a franchi la barre des 100 000 demandeurs d'emplois, soit une hausse de 16,6 % depuis un an. En 2009, les investissements des entreprises devraient chuter d'environ 25 % (quel que soit le secteur d'activité : industrie agro-alimentaire, automobile, biens intermédiaires). D'ores et déjà, la baisse d'activité dans le BTP atteint 10 %. La réduction du recours à l'intérim et le développement du chômage partiel annoncent d'importants plans sociaux dans les semaines à venir dans tous les secteurs.

Des réponses par l'investissement public. En décembre : abondement de 12 M€ au budget de 2009 et, à la session de mars 2010, un nouvel amendement de 18 M€ portant sur les PME, le secteur agricole, les lycées, les ports, le tourisme, notamment sur la base de critères environnementaux.

Des réponses pour les PME. La Région jouera pleinement son rôle d'investisseur

et de soutien de l'économie. Elle garantira les prêts, via le Fonds régional de garantie Bretagne, piloté par Oséo Bretagne, notamment en direction de la pêche et de la conchyliculture. Une aide à la diversification sera renforcée ainsi qu'à destination des repreneurs d'entreprises.

Des réponses pour les salariés : préserver nos savoir-faire et nos compétences (voir encadré).

Des réponses avec les contrats de Pays La révision des contrats des 21 Pays de

Bretagne en 2009 va permettre de réinjecter environ 125 M€ dans l'économie bretonne au service des territoires.

Des réponses par l'innovation. Le Conseil régional a adopté en décembre son Schéma régional de l'innovation, devenant une des premières régions d'Europe à se doter d'une telle stratégie. De nouveaux moyens financiers vont être mis en place : abondement du fonds de maturation (projets des laboratoires publics et privés) et mise en place d'un fonds d'amorçage, en partenariat avec Oséo, venant compléter les dispositifs existant.

Un volet formation dans le plan de relance breton

Des aides nouvelles pour les publics les plus touchés : la Région consacre un budget total de 8,2 M€ à son "Plan jeunes", dont pourront bénéficier 7 000 personnes, et 1,89 M€ aux mesures en faveur des personnes licenciées pour motif économique.

- **Plan jeunes : une bourse d'accès à la qualification de 1 000 €**
- **Favoriser l'apprentissage en soutenant davantage les jeunes et les entreprises.**
- **Un Chèque Reconversion pour les salariés licenciés.**

Le renforcement des dispositifs existants : 2 350 places supplémentaires (5M€) :

- **Chèque force** (formations de courte durée)
 - **Chèque validation** (validation d'acquis d'expérience)
 - **Dispositif régional d'insertion professionnelle et ateliers pré-qualifiants**
 - **Programme régional des stages**
- Coup de pouce aux formations liées au développement durable** (400 000 euros - jusqu'à 1000 personnes)
- Informier et conseiller :** Maisons de la Formation professionnelle, un site Web www.seformerembretagne.fr (opérationnel fin juin) et un numéro Azur (0 810 10 70 20)



MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Les leçons pour une Europe de demain

La campagne s'achève presque et déjà, il est temps de commencer à en tirer les leçons essentielles. Le rappel toujours vigoureux que l'Europe est avant tout un instrument de paix apparaît aux yeux de la jeune génération comme une évidence. La paix étant considérée, à tort et l'on peut espérer à raison, comme un acquis. C'est aussi un âge qui fréquente l'Europe assidûment depuis déjà bien longtemps, ce n'est plus la découverte du début.

Les villes ont beaucoup œuvré dans ce sens via une politique de jumelage efficace et souvent porteuse d'expérience, avec l'Allemagne tout d'abord, ensuite l'Angleterre puis bien d'autres encore. C'est un lien indéfectible qui a pu alors se créer, puisque c'est par ce biais que la plupart a pu faire la connaissance d'une autre culture, d'une autre langue, d'une façon de vivre, en même temps éloignée, mais, au final, si proche.

Rappelons-nous le chemin parcouru depuis un entre deux guerres où l'Allemand, le « boche », était souvent présenté comme un ennemi, une mena-

ce... Voilà, aujourd'hui, l'auberge espagnole, film d'une génération contant la vie de quelques étudiants Erasmus partis étudier loin de leurs foyers. Succès d'un programme ambitieux et qui ne doit jamais se démentir.

Pour autant, la relation qu'a la jeunesse avec l'Europe n'est pas une relation idyllique, mais au contraire un rapport exigeant. C'est l'internationalisme qui pousse beaucoup de jeunes vers leurs premiers combats, c'est la défense des minorités, l'envie d'aider l'autre quelque soit son statut ou sa situation pourvu qu'il ai besoin d'aide...

L'Union Européenne apparaît alors comme une entité contradictoire, un janus des temps moderne. Entre action dans un cadre de destin dont chacun peut pressentir que celui ci ne peut être uniquement national mais toujours en gardant une allure de club fermé. L'attitude vis à vis de la Turquie est à cet égard équivoque.

Comment alors résoudre ce paradoxe ? Soyons cynique : il n'apparaît pas anor-

mal qu'une institution, élue pour s'occuper d'un continent, privilège d'abord le bonheur de ses concitoyens. La critique est qu'il ne fasse que cela et c'est l'abandon du monde, qui ne doit pas être la nouvelle doctrine, malgré Obama ou à cause de lui. La réponse ne peut plus être alors les fameuses États-Unis d'Europe pronées par Victor Hugo en son temps, vision à la fois ambitieuse, réaliste et étriquée. Ambitieuse du fait de son époque, des difficultés qu'a un peuple de dissocier culture et nation (un peuple peut exprimer une culture sans pour autant être soumis à des frontières). Réaliste car le fédéralisme européen ne peut qu'être l'aboutissement logique face à une économie globalisée. Mais terriblement étriquée quand Europe ne signifie déjà plus rien sauf à vouloir vivre dans une bulle.

C'est bien aujourd'hui les Etats-Unis du Monde qu'il faut prôner même si cette idée paraît irréaliste, voire utopiste. Victor Hugo ne l'était t'il pas en son temps ?

Jeremy Gaultier
AF MJS
jemi3@wanadoo.fr

Pétition pour une Charte des Services publics

Il y a quelques mois, Michel Vauzelle - Député et Président de la Région PACA, lançait une pétition nationale pour inscrire une Charte des Services publics dans la Constitution et pour la défense de notre modèle républicain.

Cette pétition a désormais dépassé les 150 000 signataires. Il est toujours possible de la signer sur le site créé à cet effet à l'adresse :

www.referendum-servicespublics.com

Inscription à l'Université d'été de La Rochelle

Pour des raisons d'organisation, les inscriptions à l'Université de la Rochelle, les 28, 29 et 30 août 2009, passent désormais par les Fédérations. Afin de veiller à la représentation de l'ensemble des Fédérations, chacune dispose d'un "quotas" de militants. **Pour le Morbihan, nous disposons de 9 inscriptions, dont 2 nouveaux adhérents (2008-2009).**

Les bulletins d'inscription sont disponibles dans l'Hebdo des Socialistes ou sur demande auprès de la Fédération. Ils doivent être retournés à l'adresse "17 rue A.Nayel - 56100 Lorient" au plus tard le 15 juin, accompagnés d'un chèque de 50 euros (sans repas) ou 75 euros (avec repas) à l'ordre du Parti socialiste. L'hébergement est assuré par la Fédération.

La section de Vannes fête ses "inusables" et lance son blog

La section de Vannes honore ses inusables militantes et militants octogénaires, à l'occasion d'un pot de l'amitié, suivi d'un repas républicain (15 euros), le :

17 juin 2009 à 19h00 au Palais des Arts et des Congrès de Vannes
Inscription :
ps.vannes@orange.fr
ou au 02 97 47 54 52



Le blog de la section de Vannes a également été ouvert récemment à l'adresse : <http://psvannes.blogspot.com/>

Premier secrétaire fédéral

Vendredi 5 juin - Lorient

AG de la CFDT du Pays de Lorient

Mardi 9 juin - Paris

Conseil national du PS

Mercredi 10 juin - Lorient

Conseil fédéral

Samedi 13 juin - Lorient

Manifestation pour l'emploi

Mercredi 17 juin - Vannes

Fête des militants "octogénaires"

Actualité

L'Europe oui, mais pas celle de Sarkozy

A quelques jours d'une élection des députés européens, on peut comprendre que les électeurs soient un peu perdus et que les motivations pour une grande Europe solide et fraternelle ne soient pas au rendez-vous.

Certes on vous dira tous les bienfaits d'une Europe qu'en ont tiré ses habitants, après sa constitution, au lendemain de la guerre qui vit bon nombre d'entre-eux se combattre une fois de plus et une fois de trop. Certes cette nouvelle Europe aura eu le grand mérite d'éviter une nouvelle guerre entre voisins et de redonner une perspective à tous ceux qui souhaitaient une alliance plus profonde entre ses habitants, mais il reste un dossier particulièrement épineux à traiter c'est celui de l'Europe sociale. Les plus libéraux se sont largement retrouvés dans la constitution d'une Europe des marchands et des financiers, mais un tel modèle est bancal si la majorité des Européens de conditions modestes n'ont pas accès au gâteau.

Il faudrait aussi que l'ensemble des gouvernements qui la compose arrête, pour des raisons de politique intérieure, de dénigrer les décisions qu'ils ont par ailleurs acceptées. Lors du débat sur la nouvelle constitution de l'Europe, bon nombre de ses habitants ont rejeté un texte dans lequel ils ne se retrouvaient pas, non pas parce qu'ils ne se sentaient pas Européens, mais parce que celui-ci ne prenait pas en compte leurs souhaits et leurs attentes.

De là une certaine forme de divorce entre l'Européen de base et leurs élites plus soucieux du développement d'un libéralisme économique que de la constitution d'une Europe sociale plus égalitaire et plus protectrice. De là aussi une certaine désaffection pour le fonctionnement d'une Europe dont il ne voit pas toujours les finalités et l'intérêt.

L'Europe sera telle que la volonté des ses citoyens lui permettra. Si les conditions de la constitution d'une Europe sociale ne sont pas remplies, nous pouvons agir en élistant des femmes et des hommes convaincus et qui ont la volonté de la faire. Dans cette perspective, ce ne sont pas les libéraux qui l'a feront mais plutôt les forces de progrès qui se retrouvent au sein du Parti Socialiste Européen qui propose un projet commun pour une Europe commune.

Alors dimanche n'oubliez pas de faire le bon choix car l'Europe de Sarkozy et de l'UMP n'est pas la notre.

Le Cormoran

Les enjeux de la politique recherche-innovation

En mars 2000, à l'occasion du Conseil européen de Lisbonne, les chefs d'État et de gouvernement ont lancé la stratégie dite "de Lisbonne" dont l'ambition était de faire de l'Union européenne l'économie la plus compétitive au monde et de parvenir au plein emploi avant 2010.

Cette stratégie reposait sur trois piliers:

- Un pilier économique pour préparer la transition vers une économie compétitive, dynamique et fondée sur la connaissance;
- Un pilier social pour permettre de moderniser le modèle social européen grâce à l'investissement dans les ressources humaines et à la lutte contre l'exclusion sociale;
- Un pilier environnemental, ajouté en juin 2001 pour dissocier la croissance économique de l'utilisation des ressources naturelles.

L'objectif à l'horizon 2010 était de consacrer 3% du PIB de l'Union européenne à la recherche. Un des dispositifs pour y parvenir a été créé dès 2000 : l'Espace européen de la recherche (EER). Celui-ci devait encourager les chercheurs à faire carrière en Europe, et l'industrie à investir davantage dans la recherche européenne. L'enjeu était de consolider et de rendre durable le potentiel européen de croissance grâce à la multiplication d'emplois non délocalisables.

Mais les États membres n'ont pas tenu leurs engagements. Depuis 2005, la part de PIB européen destinée à la recherche stagne à 1,84%, alors que, dans le même temps, celle du Japon a augmenté de 3,04 à 3,39, celle de la Corée du sud de 2,39 à 3,23, celle de la Chine de 0,90% à 1,42% et que celle des États-Unis reste à 3%. La méthode ouverte de coordination est également en cause.

Non contraignante juridiquement, elle ne permet pas l'harmonisation des politiques publiques de recherche qui relève presque exclusivement des compétences attribuées aux États membres.

Très rapidement, les ambitions de la stratégie de Lisbonne sont donc largement compromises. Par conséquent, la portée de la stratégie de Lisbonne a été amoindrie et recentrée sur la croissance économique et l'augmentation de l'emploi.

Le constat s'établit selon trois grands axes :

- la définition des politiques européennes est souvent vouée à l'échec lorsque leur mise en œuvre relève de la compétence des États membres ;
- le budget général de l'Union européenne, décidé par les États membres, manque dramatiquement d'ambition. En pourcentage du PIB de l'UE, il est passé en valeur relative de 1,21% en moyenne sur la période 1993/1999, à 1,08% sur la période 2000/2006 puis à 0,98% sur la période 2007/2013 ;
- le repli sur soi des États membres, tendance habituelle des gouvernements de droite, plus enclins à privilégier les relations intergouvernementales en pervertissant le fonctionnement des institutions euro-

péennes et en rognant leur budget.

Cet échec de la politique de la recherche en Europe est révélatrice des rapports de force politiques européens entre la droite qui défend une Europe libérale et intergouvernementale et la gauche qui promeut une approche progressiste et solidaire, respectueuse des institutions et des citoyens européens.

Jean-Paul Meheust
Section de Vannes

Manifesto : la position du PSE

Nous proposons une stratégie européenne pour une croissance écologique, innovante et riche en emplois, qui créera 10 millions de nouveaux emplois à l'horizon 2020 (dont 2 millions pour le secteur des énergies renouvelables seul) et donnera à l'Europe le leadership mondial de l'innovation et des nouveaux produits et des technologies durables. Cette action partira de la stratégie de Lisbonne déjà adoptée, destinée à faire de l'Europe une "économie de la connaissance", la plus dynamique et la plus compétitive au monde, soutenant sa croissance par le développement de l'emploi qualifié et par la cohésion sociale. Tous les niveaux de pouvoir dans l'Union doivent coopérer pour stimuler cette croissance écologique et innovante, notamment par la fiscalité et la modernisation des structures économiques. Les projets d'investissement financés par l'UE doivent être lancés rapidement pour y contribuer.

Les programmes européens et la politique régionale



André Lespagnol
Vice-président du Conseil régional chargé de l'Enseignement supérieur, la Recherche et l'Innovation

Quelle est la place de l'UE en matière de recherche et d'innovation en Bretagne ?

Si la recherche n'est pas une compétence formelle de l'Union, elle a opéré un tournant symbolique au Conseil européen de Lisbonne de mars 2000 où a été définie une stratégie reposant sur l'économie de la connaissance, avec les trois piliers que sont la formation de haut niveau, la recherche et l'innovation. Un certain nombre de programmes européens ont ainsi été développés pour stimuler la recherche fondamentale, mais surtout sur la recherche finalisée débouchant sur l'innovation et le développement économique.

La Bretagne est bien sûr concernée par ces programmes et nous avons clairement pris conscience que nous avions intérêt à jouer la carte européenne, avec les équipes de recherche et la Région. Cela a commencé dès 2000-2004 et depuis que nous sommes arrivés aux responsabilités, nous avons cherché à accentuer cette démarche avec les chercheurs bretons.

Parmi ces programmes européens, il faut distinguer deux volets :

- Le **PCRD (Programme-Cadre Recherche et Développement)** est pleinement basé sur la recherche. Mis en place sur la période 2000-2006, nous sommes actuellement sur le programme 2007-2013. Ce sont des appels d'offre de recherche auxquels les équipes doivent répondre pour obtenir les crédits. Ils portent sur différentes thématiques définies par l'Union ou peuvent émaner des équipes de recherche. Nous essayons, en tant que Région, d'aider les équipes à accéder à ces programmes, sur l'ingénierie des projets, et les équipes bretonnes sont plutôt bien positionnées. Dans ce PCRD, on trouve également le programme Marie Curie, l'équivalent d'Erasmus, mais qui concerne la mobilité des doctorants.
- Le deuxième mécanisme s'inscrit dans les **fonds structurels européens, parmi lesquels le FEDER**. Il a vocation à rééquilibrer les forces entre les régions européennes. Or, la stratégie de Lisbonne

a permis aux régions de financer sur ces fonds des politiques de recherche orientées vers l'innovation. En Bretagne, nous avons décidé de flécher 100 M€ en appui de programmes ou d'équipements de recherche-innovation. Par exemple : le projet Vigisat à Brest, le co-financement du très haut débit internet sur les centres de recherche, des équipements pour des réseaux de laboratoires, l'accueil de chercheurs dans le cadre de l'Université européenne de Bretagne...

Quelles sont les priorités de l'UE en matière de recherche et d'innovation ?

On distingue un certain nombre d'orientations dans le programme-cadre en cours et, qui permettent à des régions comme la notre de se positionner. Parmi les priorités pour lesquelles nous avons des cartes à jouer, on trouve par exemple les enjeux des TIC (Technologies de l'Information et de la Communication) avec l'internet "du futur" dit "3.0", ou la question des énergies renouvelables, et notamment des énergies marines, ou autour de la santé, ou sur les questions de sécurité - sécurité maritime évidemment ou sécurité sanitaire.

Pour conclure, il est clair que la stratégie de développement de la recherche en Bretagne passe par l'Europe et accéder aux programmes européens est un moyen d'élever le niveau des équipes bretonnes. La Région essaie de les accompagner, notamment en les appuyant sur l'ingénierie.

Le Rappel



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gauthier ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■ Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■ Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■ ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■ Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■